

Lors de la volonté d'une mise en action judiciaire, il faut déterminer quel sera le tribunal compétent pour traiter la demande. Dans cette recherche, **3 éléments** doivent être pris en compte :

- Le **type d'affaire à traiter** (*compétence dite « d'attribution »*) : Le tribunal compétent pour traiter d'un problème de dégradation de biens n'est pas le même que celui qui traitera d'un cas d'expulsion ou d'un litige avec l'administration.
- Le **degré de la demande** : est-ce une première demande, fait-on appel d'une décision pour laquelle on n'a pas obtenu satisfaction la première fois ?
- Le **lieu géographique** (*compétence dite « territoriale »*) : Il existe plusieurs tribunaux sur le territoire belge. Peut-on s'adresser à celui de son choix ?

En cas de doute, le *greffier du tribunal* a aussi pour rôle d'informer et d'orienter les personnes.

### **Type d'affaire traitée (compétence)**

On distingue en Belgique deux ordres de juridictions : les juridictions de « l'ordre judiciaire » (*tribunaux judiciaires*) et les juridictions dites d'ordre « administratif » (*tribunaux de première instance*).

### **Les tribunaux administratifs** (*de première instance*)

Indépendants de l'administration, les juridictions administratives examinent les affaires dans lesquelles les collectivités publiques (*Etat, communes, régions, établissements publics, ...*) sont en cause.

Tribunaux administratifs : avocat non obligatoire dans la plupart des affaires.

**Le tribunal administratif** traite de toutes les contestations contre les actes et décisions de l'administration (à l'exception des affaires attribuées spécialement par la loi à d'autres juridictions administratives, comme le Conseil d'Etat) :

- Recours contre les actes de l'administration (*Etat, commune, ...*) : refus de permis de construire, contestation d'un plan d'occupation des sols ou du tracé d'une autoroute, expropriation, refus de séjour, ect...
- Actions en responsabilité dirigées contre les services publics administratifs ;
- Contestations portant sur un contrat administratif (*ex : marché de travaux publics*), ect...
- Contentieux des impôts directs, des élections municipales et cantonales, de la fonction publique, de la police des étrangers...

### **Conseil d'Etat**

*Avocat uniquement obligatoire dans le cas de l'appel et du recours*

- Demande d'annulation dirigée contre un décret ou contre les actes réglementaires des ministres ;
- Recours contre les élections aux Conseils régionaux et au Parlement européen ;
- Etc.

**Le Conseil d'Etat** est également le conseiller du gouvernement : il examine et donne un avis sur les projets de loi et de règlement.

Il est possible de demander un second tribunal de se prononcer à nouveau sur l'affaire. Il existe en Belgique, 3 degrés de décision : Le premier degré, l'appel et la cassation. Dans certains cas, il est également possible de saisir une juridiction européenne.

**Premier degré**  
**Jugement**

La situation initialement jugée par un premier tribunal :- Tribunal de police, Justice paix, du travail.  
- Tribunaux de première instance.

Dans le cas où l'une des parties n'a pu être présente lors de ce premier rendez-vous, le juge rend un « **jugement par défaut** ». La partie absente fera « **opposition** » au jugement et relancera le procès dans la même juridiction, en présence de toutes les parties.

**Deuxième degré**  
**L'appel**

« Faire appel » est un recours dont dispose chaque partie pour demander que l'affaire soit à nouveau examinée, par une autre juridiction d'un degré plus élevé. A cette étape, il n'y a plus que des juges professionnels. Les juges d'appel peuvent confirmer l'ensemble de la décision des premiers juges, n'en confirmer qu'une partie ou l'annuler et apporter une autre solution. C'est à ce stade que l'on peut apporter des éléments nouveaux, le juge appréciera s'ils sont fondés. **L'appel doit être examiné dans les 30 jours au civil et 15 jours au pénal.**

**Quels tribunaux ?**

Les formes de l'appel dépendent du tribunal qui a rendu la première décision. Chaque tribunal ouvre ses propres possibilités d'appel. **Dans tous les cas, les modalités de l'appel et les délais sont inscrits dans le jugement.**

**Troisième degré**  
**Pourvoi en cassation ou contrôle**

En matière judiciaire, lorsque la Cour de cassation intervient après la Cour d'appel, elle ne revient pas sur les faits à l'origine du litige. Elle ne peut se prononcer que sur le respect de la procédure ou les éléments de droit qui n'auraient pas été pris en compte par la Cour d'appel. Les juges peuvent soit annuler la précédente décision (*ils « cassent la décision »*), et désigner alors une nouvelle Cour d'appel pour examiner l'affaire, soit la confirmer (*ils « rejettent » alors le pourvoi*).

La demande d'une personne souhaitant que l'affaire soit examinée par la Cour de Cassation prend le nom d'un « *pourvoi* » en cassation. Devant le Conseil d'Etat on parle plutôt de « *recours* ».

**Quels tribunaux ?**

**Conseil d'Etat** pour les litiges avec l'administration >< **Cour de cassation** pour les litiges entre particuliers

**Le recours européen**

Lorsque tous les recours en Belgique ont été épuisés, il est possible, si l'on estime que l'Etat belge a violé une ou plusieurs dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme, de **saisir la Cour européenne des droits de l'Homme**. Une requête peut être adressée par simple lettre ou en remplissant un formulaire type demandé au greffe de la Cour, située à Strasbourg.